

Pour comprendre la portée de ce rapport, il faut d'abord saisir ce que représente l'arme du génie dans l'architecture des forces terrestres françaises. Héritière d'une tradition née en 1671 avec le marquis de Vauban, créateur de la première compagnie de sapeurs, l'arme du génie désigne la subdivision de l'armée de Terre en charge de la maîtrise du terrain. Sa devise — « *Parfois détruire, souvent construire, toujours servir* » — résume avec une précision remarquable l'étendue de ses missions. Elle se déploie aujourd'hui en trois composantes complémentaires qui rassemblent environ 20 000 sapeurs.

Le génie combat, qui compte quelque 8 000 sapeurs répartis dans huit régiments, constitue l'arme d'appui des unités de mêlée. Ses missions couvrent un spectre large : franchissement de cours d'eau par ponts flottants et engins spécialisés, brêchage pour neutraliser les obstacles sous le feu ennemi, déminage pour ouvrir des couloirs sécurisés, minage de zone pour entraver la progression adverse, construction de tranchées et d'ouvrages défensifs, fourniture d'eau et d'énergie en opération. Le génie secours, incarné par la Brigade de Sapeurs-Pompiers de Paris (8 700 sapeurs-pompiers) et la Brigade des Militaires de la Sécurité Civile (1 700 sapeurs-sauveteurs), assure quant à lui la protection des populations, en France comme à l'international, lors de catastrophes naturelles, d'accidents industriels ou de crises humanitaires. Le génie infrastructure, intégré au Service d'Infrastructure de la Défense (SID) qui gère 30 millions de mètres carrés de surface immobilière représentant plus de 26 % du parc de l'État, garantit la conception, la réalisation et la maintenance de l'ensemble des emprises militaires, y compris en opérations extérieures.

Trois décennies de marginalisation : le prix des « *dividendes de la paix* »

L'analyse historique que développe le rapport est implacable. La fin de la guerre froide, en effaçant du paysage stratégique immédiat la menace d'un conflit conventionnel de haute intensité sur le continent européen, a conduit les successifs gouvernements à restructurer profondément l'armée de Terre autour d'un modèle expéditionnaire. La priorité fut donnée à la capacité de projeter des unités légères, mobiles et polyvalentes, aptes à opérer dans des environnements asymétriques contre des adversaires non étatiques. Dans cette logique, les capacités lourdes du génie — franchissement massif, minage de zone, travaux d'infrastructure en opération — sont apparues comme des héritages coûteux d'une guerre qui ne viendrait plus.

Les conséquences sont vertigineuses. De 19 régiments du génie en 1978, l'armée de Terre n'en compte plus que 8 en 2010, après la dissolution de la Brigade du génie, créée en 1993 mais supprimée 17 ans plus tard, et la disparition des 1^{er}, 2^e et 5^e régiments du génie. La Politique de l'Emploi et de Gestion des Parcs (PEGP), instaurée en 2008, a aggravé le phénomène en brisant le couple homme-machine qui structurait la compétence technique des sapeurs : les matériels, au lieu d'être affectés à des équipages permanents, sont désormais mutualisés dans des parcs régimentaires, limitant l'appropriation des engins spécialisés. À cela s'est ajouté un sous-investissement chronique dans le renouvellement des équipements, au profit d'autres segments jugés plus prioritaires. Le résultat est une arme qui a conservé toutes ses spécialités sur le papier mais qui manque aujourd'hui cruellement de masse, de profondeur et de matériels modernes pour les exercer pleinement.

Des ruptures capacitaires qui mettent en jeu la crédibilité opérationnelle

Le rapport recense avec précision les domaines où les ruptures sont les plus préoccupantes. En matière de franchissement, l'armée de Terre ne dispose plus que de 500 m de ponts flottants motorisés (PFM F2), répartis dans trois régiments seulement, alors qu'elle en comptait plus de 3 000 m dans les années 1990. Plus grave encore, ce parc est incompatible avec le char Leclerc rénové XLR dont le poids excède les 70 tonnes supportables par le système actuel. L'Engin de Franchissement de l'Avant (EFA), censé assurer la mobilité sous le feu, date des années 1980 et sa conception est technologiquement dépassée.

L'appui au contact souffre d'une vulnérabilité similaire. L'Engin Blindé du Génie (EBG), entré en service en 1988 sur la base d'un char AMX-30B2, présente des insuffisances de protection face aux mines et aux missiles modernes, et son maintien en conditions opérationnelles est devenu extrêmement complexe. La capacité de minage mécanique de zone a quasiment disparu avec l'abandon du *Minotaure* et du PM12. Le déminage pyrotechnique repose sur 11 SDPMAC dont les châssis affichent un âge moyen de 34 ans. Le contre-minage est assuré par des SOUVIM développés dans les années 1990, incapables d'opérer au contact des unités de mêlée. Les équipements NRBC, notamment le VLRA dont le châssis remonte à 1967, frôlent l'obsolescence irrémédiable. Sans oublier que le Programme Scorpion, qui renouvelle progressivement les véhicules blindés de l'armée de Terre, ne prévoit pas de moyens spécifiquement conçus pour les missions propres au génie, à l'exception d'une déclinaison génie du Griffon dont seulement 110 des 247 exemplaires prévus avaient été livrés en 2025.

L'Ukraine comme révélateur : le retour impératif du génie au premier plan

C'est précisément dans ce contexte de fragilité capacitaire que la guerre en Ukraine vient sonner l'alarme. Le rapport en tire les enseignements avec une clarté analytique indispensable. Contrairement aux anticipations de certains stratèges qui imaginaient les conflits futurs dominés par les frappes de précision et la guerre informationnelle, l'Ukraine révèle un retour brutal aux fondamentaux du combat terrestre. Les drones, certes, y jouent un rôle prépondérant — ils seraient responsables de 70 % des blessés — mais ils coexistent avec des tranchées, des barbelés, des champs de mines massifs et une guerre de positions qui rappelle les batailles de 1916. Plus de 170 000 km² du territoire ukrainien sont désormais contaminés par des mines antipersonnel et antichars, posant une question de déminage post-conflit d'une ampleur inédite depuis 1945.

Dans ce théâtre, le sapeur s'est révélé indispensable. C'est lui qui aménage les terrains d'avancée dans la boue ou le gel, qui creuse et fortifie les tranchées défensives, qui ouvre les brèches dans les zones minées pour permettre aux blindés d'avancer — ou qui échoue à le faire, comme lors de la contre-offensive de 2023, contribuant à son échec. La géographie de l'Europe de l'Est, avec ses nombreux cours d'eau, souligne en outre l'importance stratégique du franchissement lourd. Pour l'armée française, dont les capacités en la matière sont actuellement insuffisantes, ce retour d'expérience constitue un avertissement que le rapport prend très au sérieux.

Une remontée en puissance structurée autour de programmes clés

En réponse, la LPM 2024-2030 a prévu deux programmes structurants pour le génie, que le rapport s'attache à préciser et à compléter. Le premier, SYFRALL, vise à doter l'armée d'un nouveau système de franchissement capable de supporter le char Leclerc XLR. Un contrat de groupement momentané entre CNIM Systèmes Industriels, CEFA et SOFRAME a été notifié le 30 décembre 2025 pour environ 700 millions d'euros sur dix ans, prévoyant la livraison de 300 m de ponts flottants de troisième génération à partir de 2028. Le rapport recommande de sécuriser ce calendrier tout en préfinançant un second incrément dédié au franchissement au contact, pour remplacer l'EFA vieillissant. Le second programme, l'Engin du Génie de Combat (EGC), porté sur un véhicule 8x8 de 28 tonnes développé en coopération franco-belge via l'OCCAr, doit remplacer simultanément l'EBG, l'EGRAP et l'EGAME. Sa notification est attendue en 2026 pour des livraisons échelonnées entre 2032 et 2035, avec une cible de 170 exemplaires.

Au-delà de ces deux piliers, le rapport formule une recommandation structurante : regrouper l'ensemble des programmes de renouvellement du génie dans un Programme à Effet Majeur (PEM) dédié dans l'actualisation de la LPM, pour leur donner la visibilité budgétaire qu'ils méritent. Il préconise également l'acquisition d'un dispositif de déminage pyrotechnique de zone, d'un système disperseur de mines antichars, la notification en 2026 du robot ROBIN pour l'ouverture d'itinéraires, la reconstitution des stocks de mines d'exercice, et une dotation prioritaire en camions porteurs dans le cadre du programme FTLT. Pour les capacités spécialisées de moindre envergure, les rapporteuses préconisent des circuits agiles de développement incrémental entre industriels et régiments, financés sur le programme 178, sur le modèle réussi du renouvellement des vedettes fluviales.

Des enjeux humains, doctrinaux et organisationnels incontournables

La dimension humaine occupe une place centrale dans le rapport. Les besoins du génie sont estimés à 800 sapeurs supplémentaires, rendant nécessaire la création d'un nouveau régiment issu d'une réallocation des moyens des 19^e et 6^e régiments, dont la taille démesurée — respectivement 1 700 et 1 400 soldats d'active — génère des problèmes d'organisation et de cohérence. L'École du génie d'Angers, dont le rôle est fondamental pour la préparation doctrinale à la haute intensité et la formation de 2 500 stagiaires annuels, doit voir ses crédits sanctuarisés à 2,5 millions d'euros par an et bénéficier d'une deuxième section de soutien pour absorber la dette de formation accumulée. Le 25^e régiment du génie de l'air, unique en Europe pour sa capacité à déployer des aéronefs sur des terrains non préparés — illustrée par les opérations récentes au Groenland et au Canada —, doit être renforcé d'une compagnie supplémentaire et regroupé sur une seule base pour gagner en cohérence.

Le génie secours : un pilier stratégique face au changement climatique

Le rapport accorde une attention particulière au génie secours, que la rapporteuse Mme Hervieu défend comme un pilier stratégique à part entière, non pas un simple complément du génie combat. La multiplication des catastrophes naturelles, amplifiée par le changement climatique, impose une mobilisation croissante de la BMSC et de la BSPP, dont les interventions

en métropole, en outre-mer et à l'international ne cessent de s'intensifier. La reconstruction à Mayotte après le cyclone Chido (plus de 130 chantiers réalisés en dix mois), les feux de forêts en Espagne et en Grèce, les inondations répétées du Nord-Pas-de-Calais : autant de théâtres où le génie secours démontre une utilité irremplaçable. Pour consolider cette composante, le rapport demande la sanctuarisation des ressources de la BMSC dans la prochaine LOPMI, la montée en puissance du 4e RIISC de Libourne d'ici 2032, et la reconnaissance pleine et entière des droits des sapeurs-sauveteurs — congé du blessé, qualité de ressortissant de l'ONaCVG, attribution des mêmes médailles que leurs homologues en « vert ». La vocation européenne de la brigade, qui fournit déjà 17 des 22 modules certifiés par la France pour le mécanisme européen de protection civile, mérite par ailleurs d'être renforcée et mieux valorisée.

Un rapport qui appelle une réponse politique à la hauteur des enjeux

Ce rapport d'information sur l'arme du génie est bien plus qu'un bilan technique. C'est un acte politique, un appel à la lucidité adressé aux décideurs en charge de l'actualisation de la LPM. Il démontre que la France, en sacrifiant pendant trente ans ses capacités de génie sur l'autel du modèle expéditionnaire, a accumulé une dette capacitaire dont le remboursement ne souffre plus aucun délai. Dans un environnement stratégique où la probabilité d'un engagement de haute intensité sur le flanc est de l'OTAN ne peut plus être écartée, disposer d'un génie puissant, bien équipé et correctement dimensionné n'est pas une option parmi d'autres : c'est une condition sine qua non de la crédibilité de l'armée française. Les 25 recommandations des rapporteuses offrent une trajectoire claire. Il appartient désormais au législateur et à l'exécutif d'en faire une réalité budgétaire.

[View Fullscreen](#)

[Aller au contenu PDF](#)